

# En Turquie, une rentrée chaude dans l'ombre de la guerre en Syrie

dimanche 22 septembre 2013, par [Ariane Bonzon](#)

**A Istanbul, Ankara et ailleurs, les manifestations ont repris, sans atteindre l'ampleur de celles de juin mais en se doublant d'une contestation croissante envers la politique du gouvernement sur le dossier syrien, qui vient de se traduire par la destruction d'un hélicoptère du régime de Damas.**

Après des mois de juillet et d'août plutôt calmes, les manifestations ont repris à Istanbul, à Ankara et dans plusieurs villes de Turquie. Elles n'ont pas encore l'ampleur de celles de juin, qui avaient mis 2,5 millions de personnes dans les rues, selon le ministère de l'Intérieur turc, mais beaucoup d'ingrédients sont réunis pour que le mouvement se poursuive. Et peut être aussi qu'il se durcisse.

D'abord, les cicatrices de juin sont loin d'être refermées. A peu près aucune des demandes des manifestants n'a été satisfaite. Par exemple, [la loi controversée limitant la vente d'alcool](#) est entrée en vigueur le 9 septembre. Et si les travaux dans le parc Gezi et sur la place Taksim ont été ajournés, et ce petit poumon de verdure en centre ville pour l'instant préservé, les « autres [projets fous](#) » pour Istanbul vont bon train, avec à chaque fois l'arrachage de plusieurs milliers d'arbres.

« La volatilité de l'opinion publique turque reste extrême et les tensions politiques résultant des événements du « printemps de Taksim » ne sont pas résorbées », résume Dorothee Schmidt, responsable du programme Turquie contemporaine à l'IFRI.

Les déclarations du Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et de son entourage, en particulier lors des nombreux grands meetings pro-AKP (*Parti de la justice et du développement, au pouvoir*) organisés depuis début juin, ont accru la polarisation entre le noyau dur de ceux qui les soutiennent et l'opposition militante. Les deux camps sont estimés par certains observateurs à 35% de la population pour chacun.

L'impunité dont bénéficient les policiers perdure et exaspère, d'autant qu'elle tranche avec les quelque 4.000 arrestations de manifestants, dont plusieurs dizaines traduits en justice. Et c'est, lors d'affrontements avec la police, le 9 septembre à Antakya (*Antioche*), la mort d'un jeune Alévi, survenue encore dans des conditions floues après celle de quatre autres manifestants morts avant l'été, qui a remis le feu aux poudres.

## 72% contre une intervention en Syrie

Or, à tout cela s'ajoute un mécontentement grandissant à l'égard des déclarations du Premier ministre en faveur de frappes en Syrie. Et même plus, selon Recep Tayyip Erdogan qui rejette le maintien au pouvoir de Bachar el-Assad. « Les sondages révèlent depuis plusieurs mois que le gouvernement est mis en défaut sur sa gestion de la crise syrienne », précise Dorothee Schmidt.

[L'opposition à une intervention en Syrie a augmenté de 15 points en un an \(72%\)](#). L'accueil de quelque 500 000 réfugiés syriens et la prise en charge (*un milliard de dollars aurait déjà été dépensé*) de la moitié d'entre eux par le gouvernement turc ne rencontre pas beaucoup de soutien dans l'opinion publique. Ankara est également accusé d'armer certains djihadistes qui se battent en Syrie, ce qu'elle réfute.

Le parti républicain du peuple (*CHP, opposition*) dénonce « *la stratégie aventuriste d'un pouvoir islamiste cherchant à installer ses alliés à Damas plus qu'à défendre les intérêts de la nation* », écrit [Kadri Gürsel](#), éditorialiste du journal de centre gauche Milliyet. Et la destruction, le 16 septembre, d'un hélicoptère syrien par l'armée turque ne va pas calmer l'opposition.

Déjà une « manifestation pour la paix », plutôt modeste, a été organisée le 1<sup>er</sup> septembre au soir dans plusieurs villes de Turquie. Les « anti-interventionnistes » en Syrie vont-ils mobiliser et descendre en nombre dans la rue, eux aussi ?

« Des manifestations ne sont pas à exclure si le Premier ministre turc force les choses, notamment dans les régions frontalières, et particulièrement à Hatay-Alexandrette, estime [Dorothee Schmidt](#). La situation est très réactive à Antioche », où cohabitent des communautés d'origine syrienne de sensibilité opposés et des Turcs alévis, qui peuvent se sentir proches du pouvoir alaouite syrien.

« Les milieux anti-intervention en Syrie recourent sociologiquement certains des milieux qui ont manifesté en juin 2013, explique [Elise Massicard](#), directrice de l'Observatoire de la vie politique de l'Ifea à Istanbul. En tous cas pour ce qui concerne la minorité non sunnite des Alévis, les supporters du Parti républicain du peuple [*CHP, opposition*] ainsi que dans une moindre mesure pour les LGBT, les pacifistes, les féministes et certains milieux gauchistes. »

En dernier ressort, c'est l'attitude des Kurdes (*autour de 15 millions en Turquie, parmi lesquels on compte de nombreux alévis*) qui peut faire la différence avec juin 2013. Ce sont eux qui pourraient mobiliser par centaines de milliers et amplifier la contestation. Hormis certains Alévis-Kurdes, les Kurdes proches du PKK ou du parti pour la paix et la démocratie (*BDP, pro-kurde*) n'avaient quasiment pas bougé lors des manifestations anti-gouvernement de juin par peur de freiner le règlement de la question kurde qu'a entrepris Ankara.

## **Des militants kurdes plus politisés et entraînés**

Or, le 9 septembre, le PKK a annoncé avoir interrompu le retrait de ses troupes de Turquie, parce que le processus serait à l'arrêt et que le gouvernement turc n'aurait pas tenu ses promesses de réformes. Mais pas seulement.

La branche syrienne du PKK, le PYD, s'oppose à des frappes en Syrie. En effet, l'intervention que soutient le Premier ministre turc fragiliserait les Kurdes syriens du PYD, qu'ont rejoint certains combattants du PKK. Elle renforcerait l'Armée libre de Syrie et certaines de ses milices en lutte contre le PYD, qui se constitue une région kurde autonome au nord de la Syrie, avec l'accord tacite du régime de Damas. Il faut donc aussi replacer ce coup d'arrêt du PKK dans le contexte régional, comme une manière de s'opposer aussi à des frappes qu'on disait alors imminentes et qui risqueraient de modifier les rapports de forces.

Si le bras civil du PKK en Turquie, le parti pour la paix et la démocratie, devait appeler ses militants à se joindre à des manifestations lancées par les mouvements civils, les associations et les partis qui sont descendus dans la rue en juin, le nombre de manifestants serait largement décuplé. Et la participation de militants kurdes, plus politisés et entraînés, pourrait donner lieu à des affrontements contre les forces de police encore plus violents que ceux de juin 2013.

Or le lancement du processus de paix avec le numéro 1 du PKK, Abdullah Ocalan, emprisonné en Turquie, est l'une des seule - mais très fragile - avancée du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan ces derniers mois. Affaibli par les événements de juin, par le contexte régional, par la chute de la livre turque et par une perte de crédibilité sur la scène internationale, il joue contre la montre et devrait rendre publique une série de réformes à l'intention des Kurdes. Mais la rentrée a déjà commencé chaudement.

---

## **Sources**

[En Turquie, une rentrée chaude dans l'ombre de la guerre en Syrie](#)

Slate.fr - Ariane Bonzon - mardi 17 septembre 2013